

Le Président

Monsieur Éric Lombard
Ministre de l'Économie, des Finances,
de l'Industrie, de la Souveraineté
industrielle et numérique
Télédoc 151 139 rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Paris le 10 février 2025

Monsieur le Ministre,

Les associations sont en France, comme vous le savez, des actrices majeures de la mise en œuvre des politiques publiques en faveur de la cohésion sociale. C'est notamment le cas des plus de 900 organisations membres de notre Fédération qui accueillent et accompagnent partout dans le pays près de 1 million de personnes à la rue, dans les hébergements, vers le logement ou encore pour l'insertion par l'activité économique.

Ces associations ont mis en œuvre l'amplification des interventions publiques contre la pauvreté décidée par les pouvoirs publics depuis près de 20 ans. Elles ont répondu présentes aux sollicitations des pouvoirs publics nationaux et locaux. Elles ont joué un rôle majeur, unanimement reconnu pour les plus hautes autorités de l'État, pour que le pays tienne lors de la crise sanitaire. Elles sont toujours et encore à l'action alors que la hausse des prix conduit un nombre croissant de ménages vers les distributions alimentaires.

Si je m'adresse à vous aujourd'hui au nom de nos associations, Monsieur le Ministre, c'est que je ne peux plus garantir au Gouvernement qu'elles pourront continuer à assumer leurs missions indispensables aux équilibres du pays au vu de la dégradation de leur situation économique. Une série de facteurs conjoncturels viennent déstabiliser des fonctionnements déjà structurellement fragilisés. Alors que la précarité dans notre pays ne se résorbe plus et recommence même à augmenter.

A la hausse non compensée des coûts de fonctionnement, fluides et salaires, s'ajoutent des décalages de paiements par les services de l'État, renforcés par l'absence jusqu'il y a peu de budget voté pour l'année en cours – raison pour laquelle notre Fédération avait appelé le gouvernement et les groupes parlementaires à doter le pays d'un budget. De plus, l'évolution à la baisse de certains budgets de l'État et le repli en cours des collectivités locales mettent en péril l'avenir de ces associations et de leurs actions en faveur des publics accompagnés.

Dans ce contexte Monsieur le Ministre, où notre Fédération accélère sa réflexion en cours sur l'avenir des modèles économiques dans notre secteur, nos associations ont besoin de l'appui de l'État notamment du point de vue de leur trésorerie pour franchir un cap périlleux.

C'est pourquoi je sollicite de votre compétence et de votre attention une réunion de travail avec vos équipes et avec les partenaires financiers pour examiner les solutions, concernant notamment les trésoreries et les cotisations employeurs, qui permettraient aux associations de poursuivre leur action au service du pays et des plus démunis.

Dans l'attente de votre retour, veuillez agréer Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération.

Pascal Brice
Président

Copies.

Monsieur le Premier ministre

Madame la Ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur

Madame la Ministre chargée des Comptes publics

Madame la Ministre chargée du Travail et de l'emploi

Madame la Ministre chargée du Logement

Madame la Ministre chargée du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes entreprises et de l'Économie sociale et solidaire